

## L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2011

### Une reprise qui marque le pas

La reprise économique amorcée l'année précédente ne se confirme pas au cours de l'année 2011, même si des signes d'amélioration de la conjoncture peuvent être observés au second trimestre et, de manière plus perceptible, au quatrième trimestre.

Le bilan de l'année reste donc en demi-teinte comme en témoigne l'orientation contrastée des principaux indicateurs économiques. Si la hausse de l'indice des prix est moindre qu'en 2010, elle se situe encore à un niveau élevé et l'indicateur de chômage s'inscrit en légère hausse sur un an. La consommation des ménages progresse, mais à un rythme bien inférieur qu'en 2010, tandis que l'investissement des ménages et des entreprises reste bien orienté.

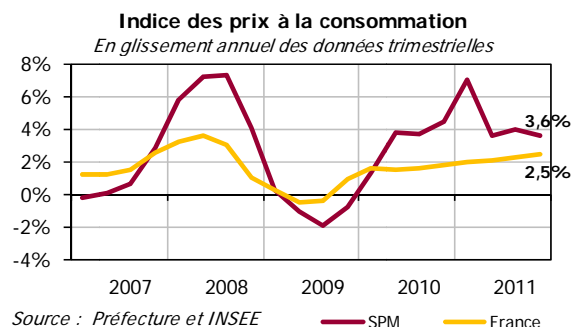
Plusieurs secteurs qui avaient enregistré de bons résultats l'année précédente sont en retrait en 2011, en particulier les secteurs de la pêche et du tourisme.

Les actifs se contractent sur un an ; seule l'épargne des ménages continue de progresser, l'incertitude sur l'évolution de la situation économique incitant à adopter un comportement de précaution. En revanche, l'encours des crédits accordés poursuit sa progression, qui tend toutefois à se ralentir.

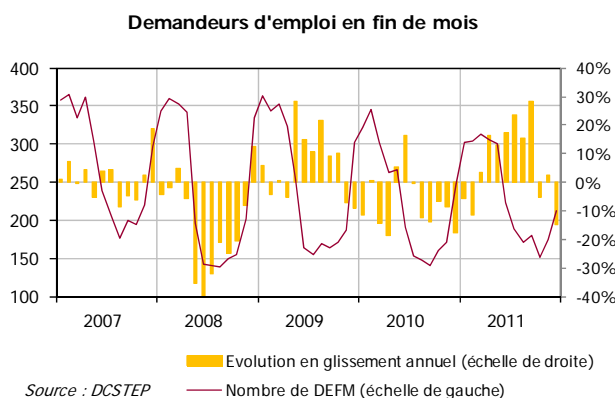
### UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE LÉGÈRE EN RETRAIT

#### Hausse des prix soutenue

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 3,6 % en glissement annuel, tiré par la hausse des produits manufacturés (+5,2 %). Dans un contexte de relative stabilisation de l'euro face au dollar canadien, la hausse des prix du carburant (+11,0 % sur un an) et du fioul domestique (+17,0 % sur un an) suite à la revalorisation intervenue au premier trimestre explique en grande partie cette évolution. Les prix augmentent ainsi plus rapidement que pour la France entière (+2,5 % en 2011 en glissement annuel).



#### Évolution légèrement moins favorable de l'emploi



Le nombre mensuel moyen de demandeurs d'emplois en catégorie 1 s'élève à 236 en 2011, soit dix personnes de plus que l'année précédente. L'indicateur de chômage s'établit à 7,4 % en 2011 contre 7,1 % en 2010.

Le BTP reste le secteur qui compte le plus de demandeurs d'emploi avec 24 % du total, suivi des services à la personne avec 17 %. Les détenteurs d'un diplôme de niveau V (BEP et CAP) sont les plus touchés par le chômage : ils représentent plus de la moitié des demandeurs d'emploi de catégorie 1.

172 offres d'emplois ont été déposées en 2011 au Pôle emploi et 142 ont été pourvues, pour un taux de satisfaction d'environ 83 %.

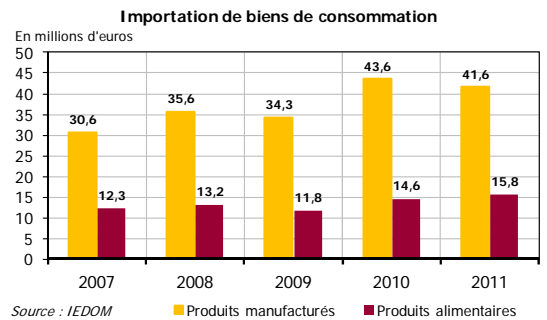
## Moindre progression de la consommation des ménages

La croissance de la consommation des ménages ralentit, après la forte progression enregistrée en 2010. Les importations de produits alimentaires sont en hausse de 7,9 % sur un an (contre +24 % en 2010) pour atteindre 16 millions d'euros, tandis que les importations de produits manufacturés se contractent de 4,4 % après une hausse de 27 % l'an passé pour atteindre 42 millions d'euros.

Les immatriculations de véhicules de tourisme présentent de nets signes d'amélioration puisque 274 véhicules particuliers ont été immatriculés en 2011 contre 222 en 2010.

Les crédits à la consommation poursuivent leur progression mais à un rythme moindre : ils augmentent de 1,4 % en glissement annuel en 2011 contre 2,1 % en 2010.

La vulnérabilité des ménages se réduit : on compte 18 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire fin 2011 contre 23 un an plus tôt, soit la huitième année de baisse consécutive. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques est également en diminution (47 en 2011 contre 58 en 2010). Enfin, aucun dossier de surendettement n'a été déposé pour la quatrième année consécutive.

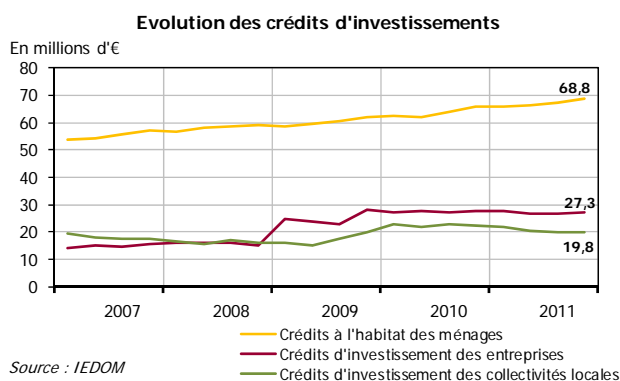


## Investissement bien orienté, surtout pour les ménages

L'investissement des entreprises affiche des résultats relativement satisfaisants. Les importations de produits bruts progressent de 13,6 % en valeur par rapport à 2010, pour un montant total de 5,6 millions d'euros. Les importations de véhicules utilitaires reculent quant à elles de 22,7 % en 2011 par rapport à l'année précédente, puisque 116 véhicules ont été immatriculés cette année contre 150 en 2010. Toutefois cette dernière année avait été marquée par un nombre exceptionnellement élevé d'immatriculations de véhicules utilitaires. Les crédits à l'équipement accordés aux entreprises dépassent les 27 millions d'euros, mais reculent légèrement sur un an de 0,6 %. Le montant de ces crédits est relativement stable pour la deuxième année consécutive après une forte progression durant l'année 2009.

L'encours des crédits à l'habitat des ménages s'inscrit à la hausse pour la quatrième année consécutive et approche les 69 millions d'euros à la fin 2011, en progression de 4,8 % sur un an.

En revanche, les crédits d'investissement des collectivités locales sont en baisse continue depuis la fin de l'année 2010 ; sur un an le montant de ces crédits recule de 11,9 %.



## Hausse des importations

Les importations augmentent de 7 % en valeur sur l'année 2011. Cette augmentation est principalement liée à la forte hausse du prix de l'énergie, le montant des importations des produits pétroliers ayant progressé de plus de 42 % sur un an alors que les quantités importées sont restées stables.

Tous les produits ne connaissent pas la même évolution : les importations de produits alimentaires progressent de presque 8 % tandis que les importations de produits manufacturés reculent d'environ 4 %. La plus forte hausse concerne les importations de produits bruts qui progressent de 14 % en valeur.

Le montant des exportations recule de plus de moitié par rapport à l'année précédente, en raison notamment de la fermeture de la principale usine de transformation des produits de la mer de Saint-Pierre en avril 2011.

## Orientation défavorable de la pêche et du tourisme

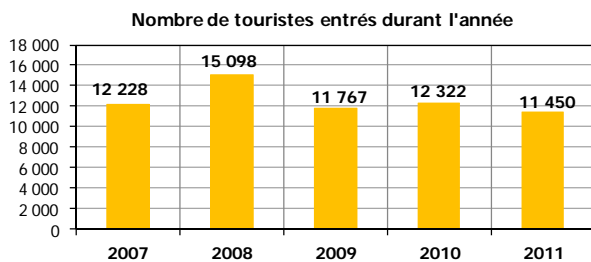
### Dégradation significative de l'activité halieutique

Avec 1 291 tonnes prélevées depuis le début de la saison (avril 2011), le volume des prises de la pêche artisanale est en recul de 37 % par rapport à la même période en 2010. Les fermetures des usines de transformation des produits de la mer *SPM Seafoods International* et *Nouvelles Pêcheries* expliquent notamment ces mauvais résultats.

Toutefois les prises de morue ne souffrent pas de ces fermetures. C'est pourquoi la part de la morue dans le total des prises de la pêche artisanale passe de 23 % en 2010 à 36 % en 2011.

Par ailleurs les prises de la pêche industrielle diminuent de 33 % à la fin de l'année 2011 par rapport à la même période de l'année précédente, la saison ayant débuté plus tardivement que l'an passé.

### Diminution des entrées touristiques dans l'archipel



Source : PAF

Environ 11 500 touristes se sont rendus dans l'archipel en 2011, soit 7 % de moins que l'année précédente. Ce mouvement s'explique davantage par le recul du nombre d'escales de navires de croisières que par la diminution des entrées traditionnelles sur le territoire.

Les Canadiens représentent un peu plus des deux tiers des touristes, suivis des Français non-résidents dans l'archipel (20 %) et des Américains (8 %). La grande majorité des touristes entrent sur le territoire par la voie maritime (71 %).

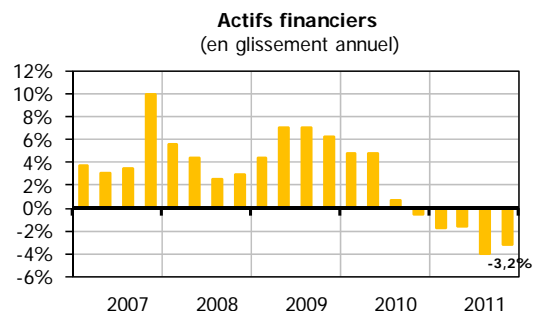
### Dynamisme du secteur du BTP

Traditionnellement tiré par la commande publique, le secteur du BTP maintient son dynamisme notamment grâce au démarrage du chantier de la nouvelle centrale électrique d'EDF. La demande privée joue également un rôle non négligeable dans l'activité du BTP, 109 permis de construire ayant été déposés en 2011.

## ACTIVITÉ BANCAIRE ET FINANCIÈRE

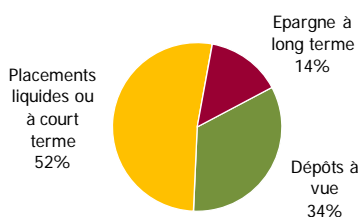
### Recul du montant des actifs financiers

Les actifs financiers de la clientèle se contractent de 3,2 % en 2011, à 202 millions d'euros. Il faut remonter à 2005 pour observer une aussi longue période de diminution des actifs. Les collectivités locales sont les principales responsables de ce recul (-23,7 %), qui touche en particulier les dépôts à terme. Sans ces dernières, la progression du montant des actifs reste positive.



Source : IEDOM

### Répartition des actifs financiers par nature

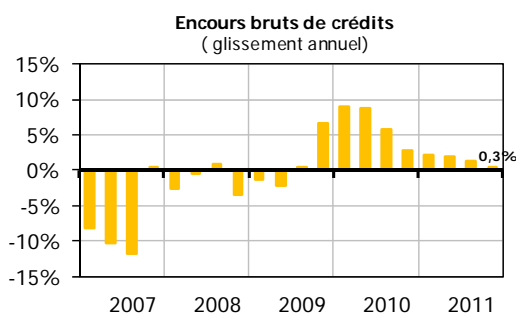


Source : SURFI

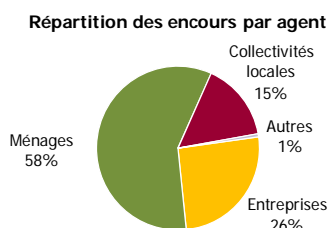
Plus des trois quarts des actifs financiers sont détenus par les ménages, principalement sous forme de placements liquides ou à court terme, qui représentent à eux-seuls près de 60 % des actifs des ménages. Dans un contexte d'incertitude économique, les ménages font le choix de placements plus sécuritaires, comme en témoigne la progression des montants déposés sur des comptes d'épargne à régime spécial (+8,7 %) ou sur des contrats d'assurance-vie (+8,9 %) au détriment des placements indexés sur les taux du marché (-2,8 %).

## Évolution contrastée des concours financiers

Les concours bruts accordés par l'ensemble des établissements de crédit affichent une légère progression (+0,3 %) sur l'année 2011. Les seuls concours sains progressent à un rythme supérieur (+1,3 %), témoignant ainsi d'une amélioration de la qualité des risques. Le taux de créances douteuses s'établit en effet à 6,5 % en décembre 2011, soit le taux le plus faible observé depuis décembre 2004 (il était alors de 6,4 %). Par ailleurs le taux de provisionnement, qui avait reculé au cours de l'année 2011, s'est redressé en fin d'année pour atteindre 73,1 %.



Source : IEDOM



Source : SURFI

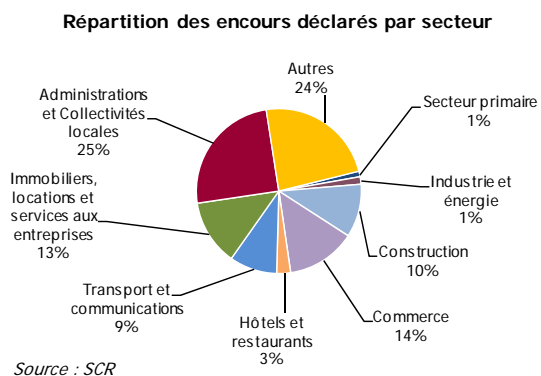
Les concours accordés aux ménages progressent de 4,2 %. En conséquence, la part des crédits accordés aux ménages se renforce par rapport à l'année dernière et dépasse 58 %, soit environ 83 millions d'euros dont 69 millions pour les seuls crédits à l'habitat.

Les crédits aux entreprises sont en hausse de 3,9 %, tirés par l'augmentation des montants des crédits d'exploitation. Ils représentent ainsi 26 % des concours octroyés pour un montant total de 36 millions d'euros, dont 27 millions de crédits d'investissement.

L'encours de crédits le plus élevé est porté par le secteur *administrations et collectivités locales* qui représente 25 % des risques de la place, mais ce montant est en baisse de 10 % sur un an. Viennent ensuite les *autres secteurs d'activité*, comprenant notamment les activités récréatives, les services administratifs et de soutien, la santé humaine et l'action sociale... (24 %), puis les secteurs du *commerce* (14 %), de *l'immobilier* (13 %) et de la *construction* (11 %).

Seuls trois secteurs connaissent une progression annuelle de leurs concours : l'immobilier (+4 %), la *construction* (+3 %) et le *secteur primaire* (+1,5 %).

Enfin, les crédits en faveur des collectivités locales, exclusivement composés de crédits d'investissement, se contractent de 11,8 %. Pour cette raison, les crédits de court terme augmentent à un rythme supérieur à celui des crédits de long terme.



Source : SCR

## PERSPECTIVES POUR 2012

Après une année 2011 marquée par une commande publique soutenue, le secteur du bâtiment et des travaux publics devrait continuer à jouer un rôle moteur de l'économie locale avec la poursuite des travaux de construction de la nouvelle centrale électrique d'EDF.

Le Document unique de programmation du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement d'un montant de 20,74 millions d'euros, signé en septembre 2011, devrait en outre profiter au secteur du tourisme, notamment en raison des objectifs de diversification économique et d'attractivité du territoire qui y sont attachés.

La réflexion sur la restructuration de la filière pêche et aquaculture de l'archipel est en cours. De nouvelles orientations visant en particulier une diversification des espèces traitées et davantage de synergie des moyens de production pourraient se concrétiser.

Enfin, plusieurs projets structurants pourraient voir le jour prochainement avec notamment la mise en place d'un câble sous-marin à fibre optique permettant à l'archipel d'accéder au haut débit.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 13 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012 – ISSN 1952-9619